

Trump face au legs d'Obama

Article rédigé par *Evelyne Joslain*, le 18 février 2019

Trump est connu pour sa propension à trancher les noeuds gordiens mais cette option radicale ne s'offre hélas pas dans tous les cas.

Après cinq semaines d'une fermeture partielle du gouvernement et deux mois d'efforts acharnés pour obtenir du nouveau Congrès (pire que le précédent) un impossible accord bipartisan sur un budget qui financerait son mur, Trump est en situation d'échec. Pour éviter une autre fermeture, il a dû signer un "budget omnibus" (fouillis de dépenses et de mesures injustifiables) qui finance le gouvernement jusqu'au 30 septembre.

Concocté par les mêmes républicains, intimidés devant la gauche et sensibles aux générosités des lobbies proimmigrants, et des "démocrates" acharnés contre Trump, ce budget se chiffre à 333 milliards de dollars (alors que la dette nationale dépasse désormais 22 trillions, même si l'impulsion donnée sous Obama a été freinée). Budget honteux dans son ensemble, comme dans le détail de ses provisions qui sont une insulte pour Trump et pour ses électeurs. A ceux qui ne veulent rien savoir et se moquent de la sécurité nationale, Trump n'a pu réussir à faire avouer la réalité de l'urgence à la frontière (malgré les statistiques et témoignages sur la criminalité entraînée et l'avance menaçante d'autres caravanes). Il a seulement fait ressortir l'obstruction systématique de ses opposants et prouvé qu'il ne peut pas plus compter sur le Sénat où il n'a pas les 60 voix pour briser l'opposition, que sur la Chambre dominée par des enragés du socialisme et des frontières ouvertes.

Sa base comprendra que ce budget désastreux (issu d'un "pouvoir de la bourse" désormais dénué de sagesse) et néanmoins adopté par une grosse majorité dans les deux chambres, grâce aux NeverTrumpers et Rinos unis avec la gauche, vouant à l'échec tout veto présidentiel, Trump ne l'a signé qu'en dernier ressort et que, n'ayant plus de temps ni d'autres armes à sa disposition, il a conjointement déclaré l'état d'urgence en vertu de l'immigration-invasion, invoquant la loi de 1976, le National Emergency Act, afin de "reprogrammer" des fonds au plus pressant.

Quelques conservateurs le lâchent, telle Ann Coulter qui dépasse ses outrances coutumières en qualifiant Trump de "pire lavette jamais vue à la présidence" et même de "véritable idiot", sans jamais expliquer ce que Trump aurait dû ou pu faire. Elle perd notre estime. Aussi sévère mais plus poli, Daniel Horowitz, de la Conservative Review, passe en revue les pièges mortels tendus à Trump et à l'Amérique. En plus d'une allocation dérisoire (1.3 milliard alors que Trump en réclamait au moins 5.6 et qu'il en faudrait 20) les restrictions posées à la construction du mur sont ridicules puisque les autorités fédérales devraient mendier la permission d'autorités locales pour ériger non pas un mur en béton ou en lattes d'acier (américain) mais de simples "clôtures de protection" sur les terres fédérales. Or, ces terres fédérales sont les plus vulnérables aux cartels, parcs nationaux devenus zones de non droit où plus aucun touriste ne va et où même les rangers ne s'aventurent plus. Ce budget est aussi une véritable loi de protection des gangs puisqu'il impose la légalisation de quiconque "parrainerait" un mineur arrivé aux Etats-Unis ! Il multiplie les visas pour les travailleurs non qualifiés et finance l'invasion mais prive de fonds supplémentaires les services des frontières submergés. On

comprend pourquoi ses auteurs l'ont tenu secret jusqu'à la dernière minute : c'est de la haute trahison déguisée en budget.

Alors certes, Horowitz a raison de le souligner, comment Trump peut-il contourner les provisions criminelles et absurdes qu'il a signées? N'y a-t-il pas toute une série de lois scélérates à abolir d'abord? Et est-ce que d'avoir signé ce forfait ne mine pas son recours à la loi d'urgence, légalement et politiquement ?

* Légalement, avant même la décision de Trump, des procédures avaient été lancées contre lui, toutes infondées (d'abord, "violation de la Constitution" alors que la loi de 1976 le couvre totalement) mais destinées à retarder tout gain pour Trump par plusieurs mois de paralysie en batailles usantes et coûteuses. Et stériles, la Cour Suprême devant finir par lui donner raison puisqu'il est absolument dans son droit. Le nouveau gouverneur de Californie, Gavin Newsom, est de la partie. Ayant mis fin au rêve grandiose de son prédécesseur Brown d'un TGV californien, il refuse de rembourser au gouvernement fédéral les 3.5 milliards accordés par Obama pour ce rêve en échange du vote du Comté d'Orange en 2010 pour son rêve à lui, l'Obamacare. Somme que Trump, que Newsom attaque, est en droit de récupérer. Une kyrielle de procès, c'est un risque que Trump a calculé.

* Politiquement, Trump garde des atouts. Il se trouvera toujours des juristes appliqués à le traiter comme le dictateur qu'il n'est pas et à oublier qu'Obama a dirigé le pays pendant 8 années à coups de décrets présidentiels et en imposant des décisions unilatérales dépassant ses prérogatives, SANS l'accord du Congrès, comme accueillir des millions d'immigrés illégaux, toujours présents, ou donnant 1.7 milliards en espèces à l'Iran, une puissance étrangère. On connaît tous les mauvais arguments qui ne cesseront de surgir, par exemple que "cela créerait un précédent", comme si la gauche avait besoin de précédent pour agir si jamais elle revenait! Mais Trump a des amis véritables et un cabinet sûr. Mulvaney et Barr sont des génies financiers et juridiques qui sauront lui trouver les armes pour se défendre. Au Texas, particulièrement visé par les provisions anti-nationales de ce budget de forbans, le Sénateur Cruz propose à nouveau un El Chapo Act, du nom du chef de cartel désormais sous les verrous, loi qui permettrait d'utiliser la fortune des criminels transnationaux : celle d'El Chapo est de 14 milliards.

Quel meilleur blanchiment pour ce type d'argent sale que de le consacrer à la réparation de la sécurité nationale ? Et puis, le gouverneur Abbott pourrait invoquer l'Article IV, section 4 de la Constitution et demander la protection du Gouvernement Fédéral, ce qui, avec ou sans l'aval du Congrès, lui serait accordé et couperait l'herbe sous le pied aux jérémiades des deux gouverneurs ultra-gauchistes de Californie et du Nouveau Mexique.

Comme Rush Limbaugh, gardons foi en Trump: " Si Trump reste ferme, il peut y arriver".

Evelyne Joslain